

**MOUSSA TOUATI :****«Le FLN dénie le droit au peuple algérien de faire ses choix»**

*Lors de l'émission «L'invité du jeudi» de la Chaîne II de la radio, le président du FNAM, Moussa Touati, s'est prononcé sur la question d'un troisième mandat pour le président de la République évoqué ces derniers jours par le FLN et ses organisations de masse.*

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Ainsi et selon l'invité de l'émission de la Chaîne II, le président de la République étant le président d'honneur du FLN, ce dernier cherche à travers sa direction et ses organisations de masse à obtenir un troisième mandat.

Selon Moussa Touati, le FLN veut imposer aux Algériens un troisième mandat du président : «Ce parti dénie encore au peuple algérien le

droit de faire lui-même ses choix.» L'hôte de la radio précisera aussi ne pas être contre la personne du président et que c'est la méthode utilisée par le Front de libération nationale qui est condamnable. Il notera aussi que la révision de la Constitution reste elle aussi du ressort du chef de l'Etat et d'un parti politique comme il appellera au respect de la loi fondamentale limitant les mandats présiden-

tiels à deux quinquennats. L'intervenant exprimera également sa déception concernant le fait «que les dirigeants actuels ne permettent pas l'alternance au pouvoir.

Ceci d'autant plus que la plupart des pays démocratiques ne recourent plus à un troisième mandat pour ne pas cultiver la pérennité des systèmes». Par ailleurs et lors de son intervention, Moussa Touati a annoncé que le 2<sup>e</sup> congrès de son parti aura lieu du 26 au 28 décembre prochains à Tipaza. Concernant les dernières élections locales, le président du FNA précisera que son parti a

atteint son objectif dans 126 communes. L'invité de la radio avertira aussi l'opinion publique en notant que l'Algérie est menacée par une crise sociale «qui doit être prise en charge à travers des solutions radicales et définitives».

Pour ce qui est de la visite de Sarkozy en Algérie, il dira que le président français a visé le rétablissement de la place économique de son pays en Algérie, soulignant en outre que «la condamnation du colonialisme reste insuffisante du fait que l'histoire est la conscience du peuple...»

F.-Z. B.

**LA DÉCISION A ÉTÉ PRISE PAR HOCINE AÏT AHMED****Karim Tabbou reconduit au poste de premier secrétaire national du FFS**

*Le président du Front des forces socialistes a décidé de reconduire Karim Tabbou au poste de premier secrétaire national. Hocine Aït Ahmed a fait part de sa décision dans un message lu, jeudi, à l'occasion d'une session extraordinaire du conseil national du FFS.*

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - «Depuis sa désignation, Karim Tabbou a su remplir des missions importantes. La remise en ordre du parti et la remobilisation de la base militante en vue de forcer l'ouverture politique et mettre fin à la politique des sables mouvants. J'apprécie toujours sa contribution décisive à la tenue des échéances internes», a indiqué le président du Front des forces socialistes.

Dans son message, Aït Ahmed revient sur la démission de Karim Tabbou qu'il qualifie «d'acte révolutionnaire».

«Aujourd'hui, j'apprécie également la remise spontanée et responsable de son mandat. C'est un acte moral, militant et politique. C'est enfin un acte révolutionnaire. Aussi, je le confirme au poste de premier secrétaire pour accomplir les missions qui nous attendent.»

Concernant la question des élections locales du 29 novembre, Aït Ahmed estime que son parti a été «puni par le pouvoir en place».

«Sachons lucidité garder en ces moments d'extrême confusion ! Nous avons été punis par le pouvoir en place pour avoir osé être nous-mêmes, pour avoir osé être fidèles à nous-mêmes, à nos engagements et à nos idéaux. Notre différence ne saurait rester impunie pour les tenants de l'idéologie conformiste et archaïque du système totalitaire. L'impact de notre congrès, la déclaration commune que nous avons faite avec nos parte-

naires, au lieu d'être accueillis comme autant de chances de paix, de démocratisation et de stabilité sociale, ont été considérés comme des menaces et un danger pour les tenants du statu quo crypto-stalinien, de la régression et de la gestion brutale. Force est de constater que le suffrage universel n'est pas encore sorti de la préhistoire coloniale et du stalinisme allègre», écrit-il.

De son côté, Karim Tabbou, qui intervenait devant les membres du conseil national, a expliqué que la participation de son parti aux locales est due aux derniers amendements du code électoral.

«Si le FFS n'a pas pris part à ces élections, il aurait été évincé de la scène politique», a-t-il souligné. Il a toutefois précisé que les résultats obtenus «ne sauraient (le) faire dévier de ses orientations et buts stratégiques».

T. H.

**RÉVISION DE LA CONSTITUTION****Le PT juge le débat «biaisé»**

*Profitant de la tenue de la session ordinaire de son comité central, la secrétaire générale du Parti des travailleurs s'est exprimée au sujet de l'éventualité de la révision de la Constitution.*

Pour Louisa Hanoune, le débat est «biaisé» car les conditions ne sont pas encore réunies. Le numéro un du PT estime en effet que «le débat aurait dû tourner autour de la pratique démocratique. Présenté comme tel, nous n'y voyons pas très clair. Nous ne cernons pas les enjeux». Elle propose à ce sujet, une alternative, à savoir l'ouverture d'un «vrai» débat. «En août 2006, nous avons déjà saisi le président de la République. Nous avons fait une lettre détaillée pour faire connaître notre position là-dessus. Nous pensons que c'est toujours

d'actualité.» Mais la priorité de son parti, dit-elle, c'est de répondre aux attentes des citoyens, aussi bien ceux qui ont voté que ceux qui ont boycotté.

Les assemblées communales offrent à cet égard aux élus du parti de le faire. Evaluant les résultats du dernier scrutin, Louisa Hanoune estime d'ailleurs que son parti en est sorti «renforcé».

Dans une allusion à peine voilée concernant l'ascension du FNA, elle dira : «Nous ne sommes ni une excroissance ni une nébuleuse. Nous avons une histoire et un long combat

derrière nous et nous nous inscrivons dans la continuité. Notre progression est naturelle et rationnelle. Ce n'est pas le fruit du hasard. Nous pouvons maintenant ouvrir des perspectives.» Toujours au sujet des élections locales, la secrétaire générale du PT a fait savoir que les élus de son parti avaient subi d'énormes pressions pour contracter des alliances.

Une pratique qu'elle rejette, lui préférant «les alliances politiques».

Pour Louisa Hanoune, un seul principe doit prévaloir pour l'élection du président d'APC : la majorité.

Elle pense, en effet, que toute tentative de faire des alliances pour évincer les partis majoritaires s'assimile à un

coup d'Etat. «Nous refusons de prendre part à cela. A tous nos élus, nous avons demandé de contracter des alliances politiques. Il ne s'agit nullement de marchandages mais d'une entente sur certains points purement politiques. Nos élus conservent évidemment toute leur indépendance et peuvent à tout moment contester les décisions prises.»

Pris de court suite à la décision du ministère de l'Intérieur, d'installer au plus vite les présidents d'APC, certains élus, (sept aux dires de Hanoune) n'ont pas respecté cette règle.

A l'issue de la session du comité central, le numéro un du PT animera ce matin un point de presse.

N. I.

**GUELMA****Des émeutes contre l'installation du nouveau P/APC**

Comme il fallait s'y attendre, des citoyens en colère contre l'installation du nouveau P/APC FLNiste Rachid Allami, fraîchement élu par son parti, qui était majoritaire avec 6 sièges contre 4 MSP, 3 RND, 3 Islah, 3 Nahda, 3 PT, 2 FNA et 2 RCD, (une assemblée populaire «mosaïque»), sont montés au créneau jeudi dernier en fin d'après-midi, en mettant à exécution leur menace de recourir à des actions musclées dans le cas où les autorités locales procéderaient à l'installation de cet élu, déjà P/APC sortant de la ville du 8-Mai-1945.

Jeudi dernier, c'était la date butoir de l'ultimatum donné aux autorités pour ne pas procéder à l'installation de ce dernier qui occupait déjà le poste de P/APC par intérim depuis 2005.

Les contestataires ont émis une seule et unique revendication principale : le départ du nouveau P/APC, Rachid Allami.

Les révoltés, en majorité des jeunes qui scandaient, halte au trafic ! étaient tous contre l'installation de cet élu «dinosaurique» comme il leur plaît de l'appeler !

Non à la hogra et à la marginalisation ! Non aux fausses promesses de cet élu, qui n'a rien apporté à la commune depuis qu'il était déjà P/APC (2005-2007).

Des forces de sécurité ont déployé des moyens importants anti-émeutes pour faire face à des milliers de jeunes venus tous crier contre l'installation du nouveau P/APC, tête de la liste gagnante FLN avec seulement 6 sièges.

C'est dans un climat de marasme et de mécontentement que les jeunes ont, en signe de protestation, procédé à la fermeture de leur APC.

«Affaire à suivre»

B. A.